

La Tribune.fr - 21/03/07

Point de vue

Sylvie Goulard, Présidente du Mouvement Européen France

Le projet européen demande des choix clairs

Le rejet du traité constitutionnel a prolongé l'Union européenne dans une crise dont les signes avant-coureurs étaient partout perceptibles mais dont la responsabilité nous est désormais imputable. Pour nos partenaires, les autorités française et néerlandaise ont signé ce texte, s'engageant ainsi à le faire aboutir. Une fois la voie référendaire choisie, le peuple avait toute liberté de s'opposer à sa ratification, mais la parole de la France et des Pays-Bas reste engagée. En outre, le besoin de réformes institutionnelles demeure. Dès lors, soit nous faisons des propositions constructives et des concessions pour sortir de l'impasse, soit la dynamique européenne risque de se poursuivre sans nous : fin janvier, les pays qui ont ratifié le traité se sont réunis sans la France à Madrid. C'est largement sans la France, prisonnière de son calendrier électoral et de ses contradictions, que la présidence allemande recherche une solution. Rarement élection présidentielle française s'est déroulée dans un contexte européen aussi défavorable pour notre pays.

Dissiper toutes les ambiguïtés

C'est pourquoi plusieurs clarifications sont nécessaires de la part des candidats. Tout d'abord, le futur président devra prendre conscience que l'Union n'est pas un « levier de puissance » conçu pour compenser la perte d'influence nationale. Si jamais cela fut vrai, ces temps sont révolus. L'Europe est une oeuvre collective où seules les initiatives collectives ont une chance d'aboutir. Et où la manière de coopérer compte. La méthode communautaire, fondée sur la définition d'un intérêt commun, porté par des institutions communes, a fait ses preuves. À l'inverse, les bricolages intergouvernementaux à la mode depuis Maastricht ont montré leurs limites : ni la politique étrangère dite « commune », mais qui ne l'est guère, ni la « méthode ouverte de coordination » des économies née à Lisbonne en 2000 ne sont un succès. Il serait temps d'en prendre acte. Et le retour du nationalisme, dans les entreprises comme dans les cercles gouvernementaux, est préoccupant, comme le montre hélas la situation d'EADS.

Le futur président devra aussi faire comprendre aux Français que le leadership se mérite. Dans l'Union à vingt-sept, chacun est jugé sur ses réalisations et c'est bien ainsi. Seuls les pays qui réussissent peuvent prétendre jouer un rôle moteur. Le monde est devenu compétitif ; ce n'est pas en critiquant la concurrence « libre et non faussée » ou en accablant les nouveaux États membres que nous empêcherons les comparaisons dont certaines ne sont pas à notre avantage. Le « franco-allemand » reposait autant sur la volonté politique que sur le succès du concept « d'économie sociale de marché ». Enfin, le futur président devra tenir un langage de fermeté à ceux de nos partenaires européens qui se donnent le beau rôle mais qui, dans le fond, sont traversés par les mêmes doutes et réticences que nous. En Allemagne ou en Autriche, les voix qui s'élèvent contre « la folie réglementaire de Bruxelles » ou la jurisprudence de la Cour de justice font peu de cas des immenses bénéfices que ces pays retirent du marché unique et des derniers élargissements. Sans parler de nos partenaires qui ont signé le traité constitutionnel, se sont engagés à le ratifier et aujourd'hui se dérober, comme par exemple le Royaume-Uni et la Pologne.

Poursuivre la parenthèse

Dans la crise actuelle, les Français portent une responsabilité énorme mais ils ne sont pas les seuls à avoir péché contre l'esprit communautaire. Pour rebâtir l'Europe, comme disait Paul-Henri Spaak, il faut que chacun ait « la certitude que l'autre apportera, je ne dis pas autant, mais ce qu'il possède de son côté ». Car contrairement à ce que certains croient, l'Europe ne se fait pas sur la base du « donnant/donnant », des marchandages étroits et des avantages immédiats. Que les candidats à l'élection présidentielle le disent ouvertement ou esquivent, l'un des enjeux majeurs de ce scrutin, c'est l'Europe, c'est de savoir si nous voulons mener à bien le projet politique des origines, avec les adaptations nécessaires ; si nous choisissons la méthode communautaire, de préférence au jeu diplomatique à somme nulle ; si nous sommes prêts à admettre que nous partageons avec l'Allemagne, encore et toujours, une responsabilité particulière. Cinquante ans depuis le traité de Rome, c'est peu dans l'histoire millénaire de l'Europe. Cinquante ans, une petite parenthèse de paix et de coopération dans une histoire de brutes ? À l'échelle de l'Histoire, tout le reste n'est que littérature. Et le candidat qui aura louvoyé sur l'Europe sera, s'il est élu, un président en difficulté.